



Déclaration de la CGT Educ'action

au CTSD du Var le 29 Mars 2021

Depuis la rentrée, les personnels de l'Éducation ont été durement éprouvés par la crise sanitaire, et ils se sont mobilisés massivement au mois de novembre pour obtenir des dédoublements de classes.

En ce début de printemps, la situation sanitaire continue de se dégrader et ses conséquences se font durement ressentir dans les établissements scolaires. Ainsi dans les écoles du département, nous avons alerté par courrier en fin de semaine dernière M. le DASEN, sur le fait que comme la cellule de crise et les médecins scolaires sont débordés, on demande aux directeurs et directrices de s'occuper de certaines tâches administratives supplémentaires liés à la situation sanitaire, détériorant un peu plus leurs conditions de travail déjà bien éprouvantes.

Et cela ne va pas s'arranger avec la campagne de tests salivaires dans les écoles, qui va également augmenter leur charge administrative et celle des équipes.

En outre le manque de remplaçants dans notre département se fait particulièrement ressentir en ce moment, et conduit à un brassage important des élèves, ce qui est un non-sens sanitaire.

De plus en dépit du manque de personnels, certains IEN réquisitionnent des enseignants pour remplacer des conseillers pédagogiques, ce qui aggrave encore la situation en ce qui concerne la continuité pédagogique et le brassage des élèves dans les classes...

Plus généralement, les attaques contre le service public d'éducation se multiplient. Ainsi le projet de loi Rilhac supprimerait toute collégialité dans les écoles pour donner un pouvoir hiérarchique aux directeurs. De plus le ministre de l'Éducation et le gouvernement auquel il appartient, ont choisi de poursuivre sans la moindre inflexion les réformes désastreuses engagées et les suppressions de postes qui seront effectives à la rentrée 2021.

Ainsi dans notre département, malgré le vote unanime contre, lors du ctSD du 19 Mars, ce sont toujours 80 suppressions de postes qui sont envisagées dans le second degré pour la rentrée prochaine.

Donc, nous redemandons à M. le DASEN de réclamer des moyens supplémentaires au Rectorat et au Ministère afin de sursoir à ces suppressions de postes.

D'ailleurs nationalement, la CGT Educ'action demande que le ministère débloque un collectif budgétaire en heures d'enseignement ainsi qu'en postes supplémentaires de personnels non enseignant.es, qui compense les réductions de moyens de ces trois dernières années.

C'est pourquoi nous soutenons également les actions et mobilisations des établissements en lutte dans notre département, comme celles de la journée du 19 Mars ou bien celle qui aura lieu cet après-midi à 17h devant la DSDEN.

De plus, nous appelons les personnels à se joindre à ces mobilisations, et à participer massivement aux journées de grèves et de manifestations du 6 avril pour le service public d'Éducation et du 8 avril aux côtés des AESH.

Cette crise sanitaire a de nouveau démontré l'importance de maintenir l'efficacité des services publics pour répondre aux besoins de la population. Pour cela il faut des moyens humains et matériels et un véritable plan d'urgence.